

> [Analyses et témoignages](#) > [Moyen-Orient](#) > De plus en plus exclu au niveau international, Israël est dans le (...)

De plus en plus exclu au niveau international, Israël est dans le déclin

ROBERT FANTINA

Partager 8

10 août 2015

Article en PDF: 

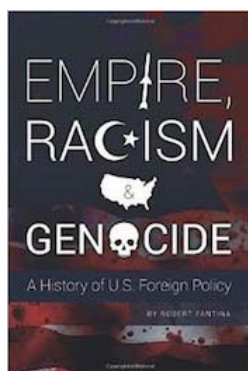
C'est une période désastreuse pour Israël. Le premier ministre Benjamin Netanyahu a formé un nouveau gouvernement composé d'individus ayant déclaré que les Palestiniens n'étaient « pas des êtres humains », et qui ont ouvertement appelé à leur génocide. Netanyahu et son gouvernement continuent malgré tout de parler de problèmes de sécurité d'Israël, du fait que l'armée israélienne est l'armée la plus morale du monde etc. Cependant, excepté ces mêmes individus barricadés dans leurs tours d'ivoire, peu de personnes croient à leurs dires.

Prenons quelques exemples.

La cour pénale internationale de la Haye (CPI). Quand la Palestine ratifia officiellement le statut de Rome et accepta l'autorité de la cour pénale internationale, Israël a retenu et collecté des millions de dollars de taxes payées par la Palestine. Argent nécessaire pour payer des salaires en Palestine. Mais en plus de cette « punition » collective illégale, Israël entra en contact avec plusieurs pays membres de la CPI, les implorant de réduire les montants qu'ils donnent à cette organisation dans le but de l'empêcher de lui nuire. Ils ont essuyé des refus de toutes parts. Le seul pays sur lequel Israël aurait pu compter pour réduire les donations était les USA. Cependant, comme Israël, les USA n'ont jamais daigné rejoindre la CPI, se croyant, tout comme son protégé israélien, au-dessus des règles du droit international.

La FIFA (Fédération Internationale de Football Association). La Palestine a émis une pétition pour exclure Israël de la plus vaste et prestigieuse organisation de football au monde, accusant Israël d'empêcher les joueurs palestiniens de se rendre à des événements sportifs, d'empêcher l'achat d'équipements de base, et, en d'autres mots d'empêcher toute participation palestinienne au football mondial. Dans le but d'éviter toute action officielle allant dans le sens d'une sanction, Israël a frénétiquement contacté les hauts dirigeants des associations de football à travers le monde, dans un but désespéré d'obtenir un soutien pour défendre son indéfendable cas. Selon les rumeurs, Israël octroierait même des concessions aux Palestiniens, pour contrecarrer ce qui aurait été un nouveau coup dur pour la nation ayant une réputation de « belligérante ».

Les Nations unies et le droit des enfants. En Mars, le *Guardian* a rapporté : « *Des hauts fonctionnaires de l'ONU à Jérusalem ont été accusés d'avoir craqué sous la pression israélienne et d'avoir abandonné les procédures visant à inclure les forces armées israéliennes dans la liste noire de l'UNICEF concernant les pires violeurs des droits des enfants au monde* ».



Le fait qu'Israël kidnappe, arrête sans aucun chef d'accusation, retient plusieurs mois d'affilée et torture des enfants est bien connu des services de l'ONU. Mais l'ONU n'a pas encore condamné officiellement Israël, en dépit des rapports émis par les agences de l'ONU qui montrent clairement l'évidence.

Israël a travaillé dur, non pas pour rectifier les indescriptibles abus terroristes commis par l'IDF (Israel Defense Forces) qui maltraitent les enfants palestiniens, mais pour empêcher les Nations unies de prendre des mesures. Auparavant, Israël ne se souciait guère de telles trivialités, il laissait les USA faire la "sale besogne" pour eux.

En décembre 2014, le Secrétaire d'Etat John Kerry appela au moins 50 chefs d'Etats à débattre au sujet d'une proposition aux Nations unies pour la fin de l'occupation des territoires palestiniens pour l'année 2017. Le remerciement qu'il reçut pour ses efforts fut le discours controversé de M. Netanyahu au congrès. Il déclara vouloir accélérer la construction de bâtiments dans les territoires occupés, et que la déclaration d'indépendance de la Palestine n'aurait jamais lieu tant qu'il serait premier ministre. Apparemment, même l'infortuné M. Kerry et son impuissant « patron » ont été injuriés au-delà de leurs limites, et pourtant ils n'appellent pas les Etats du monde à respecter les positions israéliennes à propos de ces questions.

Quelles différences quelques années, les réseaux sociaux, et un génocide avec une « bonne » couverture médiatique sont capables d'engendrer !...

Une autre différence complète peut être constatée en 2 exemples au sein des campus universitaires américains. En 2007, le Professeur Norman Finkelstein, un universitaire émérite, fils de survivants de l'Holocauste et franc critique des politiques israéliennes a été refusé pour un poste à l'Université DePaul de Chicago. Ce refus avait pour cause ses écrits, des recherches minutieuses et critiques envers la politique d'apartheid de cette nation. Mais, cela n'a généré qu'une controverse minime à l'époque, les médias n'ayant pas relayé les faits.

Début août 2014, une offre d'emploi faite au professeur Steven Salaita par l'Université de l'Illinois, Urbana-Champaign a été retirée peu avant le début de la rentrée universitaire en raison d'un tweet critiquant Israël qu'il aurait publié. Le 18 août, plus de 1200 universitaires dans le monde ont juré de boycotter l'université, et ce nombre a depuis sensiblement augmenté ; une quantité indénombrable d'évènements supposés avoir lieu dans cette université ont été annulés, et *l'association états-unienne des professeurs d'université* est supposée boycotter officiellement l'école cet été.

Il apparait qu'Israël soit en période de déclin. M. Netanyahu a formé le gouvernement d'apartheid le plus raciste que le monde ait connu depuis des générations. En comparaison, le régime d'apartheid qui domina l'Afrique du sud pendant si longtemps paraît presque avoir été bienveillant. La Suède est devenue le 135ème pays à reconnaître la Palestine en Octobre 2014, et fin octobre de la même année le Vatican faisait de même. Bien qu'il s'agisse d'une petite patrie, son chef d'Etat est aussi le leader de milliards de catholiques à travers le monde, donc l'importance de cette reconnaissance ne peut être sous-estimée. Les festivals cinématographiques et musicaux en Israël réduisent leurs durées, puisque la participation à ces évènements internationaux est en chute. De plus en plus d'artistes prennent position contre cet apartheid. Le nombre des « Jointes ventures » académiques dans le monde entre des établissements israéliens et des établissements de nations à travers le monde sont aussi en déclin. Il va sans dire qu'énormément d'entreprises ne font plus affaires avec les firmes agissant dans les territoires occupés.

Le dernier bastion du soutien à Israël reste les Etats-Unis, bien que le Président Barack Obama ait parlé de réajustement des relations avec Israël, rien de plus n'est attendu de sa part tant que l'**AIPAC (American Israel Political Affairs Committee)** continue de tirer les ficelles au congrès. Le lobbying est le jeu politique aux USA qui a lieu au tout début de chaque élection présidentielle. Le président du Parti républicain, le Sénateur de la Floride, Marco Rubio condamne toute once de critiques proférées sur Israël par chaque candidat de son parti, qu'ils soient annoncées ou potentielles. Ce n'est pas une surprise si on considère le fait que l'un de ses principaux donateurs n'est autre que Norman Braman, Un homme d'affaire de Floride et un fervent supporteur des « *donations illégales* ». Il aurait dépensé entre 10 et 25 millions de dollars pour aider M. Rubio à acheter un bail de 4 ans à la Maison Blanche. Il n'y a pas de place pour les principes, et certainement pas pour les droits de l'homme quand de telles sommes sont dépensées pour les violer.

Les USA sont en train de voter une loi neutralisant les mouvements de **BDS (Boycott, désinvestissements, sanctions)**, et à l'heure où cette loi semble être sur le point d'être votée, il est improbable qu'elle soit acceptée quand elle sera confrontée à l'inévitable challenge que représente le Conseil Constitutionnel. Le premier ministre Canadien Stephen Harper, espérant cimenter le vote juif en sa faveur pour sa prochaine campagne de réélection, a proposé une loi visant à poursuivre tous ceux qui critiquent Israël pour « crime haineux ». Ce qui n'est pas bien accueilli, dans un pays où les droits de l'homme et les droits civiques semblent avoir plus d'importance qu'aux USA. En outre, toute idée visant à croire que les électeurs juifs soutiennent complètement les crimes d'Israël est démentie par le nombre d'organisations juives établies pour combattre ses crimes.

Il semblerait donc, qu'Israël soit capable cette année d'éviter des sanctions de la FIFA, de la Cour Pénale Internationale et de l'ONU, mais cette nation devient peu à peu un paria au niveau international, de plus en plus évitée pour ses atroces violations des droits de l'homme en Palestine et même sur le sol israélien où il y a des lois spécifiquement appliquées aux juifs israéliens, différentes des lois appliquées aux populations israéliennes africaines et arabes.

Avec le soutien états-unien, Israël est devenu une puissance internationale, et est maintenant en déclin, et donc par conséquent très dangereuse. La souffrance palestinienne ne fera donc que s'aggraver à court terme, **mais inévitablement, la Palestine finira par être libre !** Et une fois de plus, les USA feront partie des derniers à reconnaître l'Etat palestinien, préférant rester du côté du tyran international, pendant que les autres célébreront leur liberté.

Sources : Fatina Robert, "*Empire, Racism and Genocide : a History of US Foreign Policy*", Canada, Red Pill Press, 2013, *politics*. ISBN : 9-78-189724493-7.

<http://www.counterpunch.org/2015/05/22/israel-on-the-run/>

Traduit par le collectif **Investig'ation**

[Haut de la page](#) - [Accueil](#)